

CHAPITRE III : BALANCE DES PAIEMENTS ET DETTE EXTERIEURE

L'Algérie a renforcé, d'une manière soutenue, la stabilité macro-économique ces dernières années, à en juger par la solidité marquée de sa position financière extérieure. En particulier, les très forts remboursements par anticipation de la dette extérieure conjugués à la poursuite de l'accumulation des réserves de change ont fait émerger, en 2006, la position financière extérieure nette comme socle de la stabilité et de la croissance. Ce qui évacue la vulnérabilité de l'économie nationale aux chocs externes.

La poursuite de l'expansion de l'économie mondiale, qui a été plus largement partagée sur le plan international en 2006, et le niveau élevé des prix du pétrole ont contribué largement au renforcement de la viabilité de la balance des paiements, caractérisée par une ample position financière extérieure nette de l'Algérie.

III.1 - BALANCE DES PAIEMENTS ET MARCHE DES CHANGES

L'évolution au cours de l'année 2006 des principaux indicateurs de la balance des paiements extérieurs s'inscrit dans la tendance d'amélioration soutenue en la matière depuis l'année 2000.

Cette évolution favorable confirme la remarquable robustesse de la position financière extérieure en 2006, à en juger par le niveau record de l'excédent des paiements courants relativement au produit intérieur brut et, tout, particulièrement, le niveau des réserves officielles de change atteint à fin 2006 dans un contexte de très forte réduction de la dette extérieure à moyen et long terme.

III.1.1 - Situation de la balance des paiements

L'évolution très favorable de la balance des paiements reste déterminée par la bonne conjoncture des prix du pétrole. Les prix moyens de baril de pétrole brut ont progressé de 20,5 % en 2006, soit un prix moyen de 65,85 dollars le baril contre un prix moyen de 54,64 dollars le baril en 2005. L'augmentation a été continue au cours des deux premiers trimestres de l'année 2006, passant de 63,02 dollars le baril au premier trimestre à 69,64 au second trimestre. Après une stabilisation au troisième trimestre (69,60 dollars), le prix moyen a reculé à 60,41 dollars le baril au quatrième trimestre de l'année 2006.

En conséquence, les exportations des hydrocarbures ont atteint un montant de 53,61 milliards de dollars en 2006, en progression de 17,6 % par rapport à l'année 2005. Comparativement à l'année 2005, les données semestrielles en 2006, tant des exportations (27,33 milliards de dollars au premier semestre et 26,28 milliards de dollars au second semestre) que des prix (66,61 dollars le baril au premier semestre et 65,08 dollars au second semestre) ont été plus uniformes. Ces excellents résultats ont été obtenus en dépit du fléchissement de 3 % des exportations d'hydrocarbures en volume, lié à l'entretien et la maintenance des installations et équipements de transport des hydrocarbures.

La part des associés de la compagnie nationale des hydrocarbures dans les exportations d'hydrocarbures a diminué légèrement en 2006 (9,9 %), après une croissance continue entre 2001 (5,5 %) et 2005 (10,4 %).

Quant aux exportations hors hydrocarbures, dont le niveau demeure encore très faible et fluctuant entre 2001 et 2006, elles ont dépassé légèrement le milliard de dollars (1,13 milliard de dollars) en 2006. Leur montant avait atteint 0,79 milliard de dollars en 2005 contre 0,67 milliard de dollars en 2004.

En dépit de cette tendance graduelle à la hausse, la faiblesse structurelle des exportations hors hydrocarbures rapportées aux exportations totales, révèle, au delà de la faible compétitivité à l'exportation de l'économie nationale, l'acuité du faible dyna-

misme de l'activité économique dans la sphère de production hors hydrocarbures.

De plus, l'ouverture accrue de l'économie nationale avec l'entrée en vigueur de l'accord d'association avec l'Union Européenne depuis septembre 2005 et la perspective d'adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce, interpelle davantage en matière du nécessaire développement de la production hors hydrocarbures face au potentiel de croissance future des importations. Seul un effort durable de diversification des exportations pourrait permettre à l'économie algérienne de tirer profit de son intégration aux échanges régionaux et internationaux.

En ce qui concerne les importations de marchandises, elles enregistrent pour la deuxième année consécutive un ralentissement de leur progression en valeur et ce, après la forte croissance en 2004 (34,7 %). Elles n'augmentent que de 4,1 % en 2006, atteignant un montant de 20,68 milliards de dollars, contre une croissance de 10,6 % en 2005 où le montant était de 19,86 milliards de dollars. Par ailleurs, les évolutions semestrielles indiquent une relative stabilisation des importations en valeur au premier semestre par rapport à la même période en 2005 et une augmentation au second semestre par rapport au second semestre de 2005.

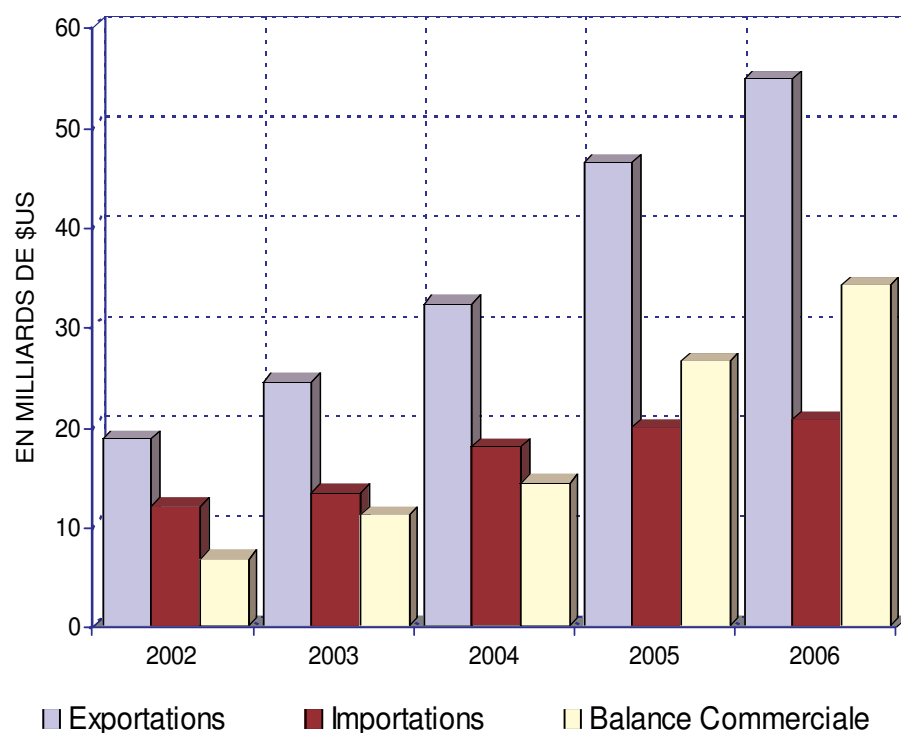
La structure des importations indique que c'est le poste "demi-produits, produits bruts et énergie" qui a enregistré la plus forte augmentation (19,1 %) en 2006, contre 10,1 % en 2005, suivi par celle des importations de biens alimentaires (5,9 %). Les importations de biens d'équipement industriels et agricoles n'ont pas évolué en valeur mais leur nature a changé, pendant que les importations des biens de consommation non alimentaires ont enregistré une diminution de 3,2% en 2006. Il importe de souligner que ces deux catégories d'importations avaient fortement augmenté en 2005, respectivement de 18,5 % et 11,9 %.

Le ralentissement de l'évolution des importations en valeur en 2006 résulte de la croissance en volume négative, après une faible croissance en 2005 par rapport à celle de l'année 2004. En effet, la croissance négative des importations en volume en 2006

BALANCE DES PAIEMENTS

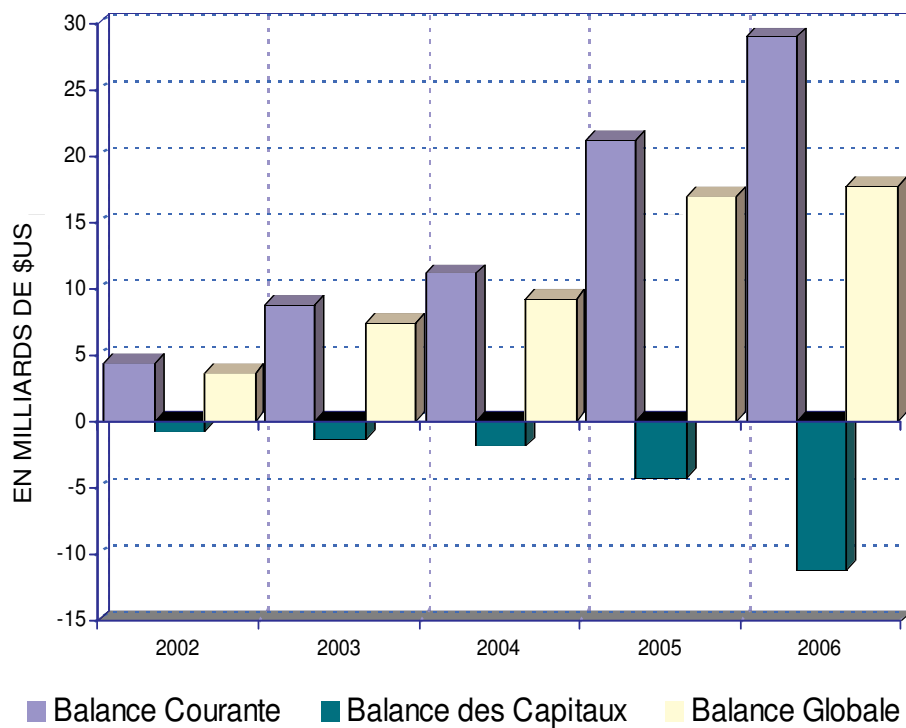
GRAPHIQUE 7

COMMERCE EXTERIEUR



GRAPHIQUE 8

SOLDES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS



après le recul enregistré en 2005 est conforme aux accroissements modérés de la demande intérieure en biens et services durant les deux dernières années.

Les importations des services non facteurs ont été stables en 2006, tout comme les exportations en la matière, débouchant sur un même niveau de déficit (2,2 milliards de dollars) que celui de l'année 2005, après la tendance haussière depuis 2002. La stabilité du niveau du déficit des services non facteurs en 2006 n'exclut pas son caractère structurel. Par ailleurs, l'évolution de la structure des importations de ces services indique une augmentation des services techniques, alors que la hausse des exportations de services concerne les voyages, services de bâtiments et travaux publics et " autres services ".

Comme pour les services non facteurs, le déficit du poste revenus des facteurs est structurel. En hausse continue depuis plusieurs années, le déficit en matière des revenus des facteurs s'est contracté en 2006 à 4,52 milliards de dollars contre 5,08 milliards de dollars en 2005. Son niveau était de 2,23 milliards de dollars en 2002. Les revenus reçus du reste du monde, composés essentiellement des revenus générés par le placement par la Banque d'Algérie des réserves officielles de change, ont progressé d'un milliard de dollars. Les revenus versés au reste du monde, composés à 76,2 % par la part des associés de la compagnie nationale des hydrocarbures, ont, quant à eux, augmenté de 0,43 milliard de dollars et ont atteint 6,94 milliards de dollars en 2006. En outre, les revenus versés au reste du monde au titre des intérêts sur la dette extérieure ont diminué de 26,2 % en 2006 pour s'établir à 0,76 milliard de dollars contre 1,03 milliard de dollars en 2005 et 1,29 milliard de dollars en 2004.

Au total, l'excédent record du compte courant de la balance des paiements en 2006, soit 28,95 milliards de dollars et 25,1 % du produit intérieur brut, résulte principalement du surplus de la balance commerciale. L'excédent du compte courant extérieur avait déjà atteint 21,18 milliards de dollars en 2005 contre 11,12 milliards de dollars en 2004 et 4,37 milliards de dollars en 2002.

BALANCE DES PAIEMENTS

	2002	2003	2004	2005	2006
	(En milliards de dollars E.U. ; sauf indication contraire)				
Solde extérieur courant	4,37	8,84	11,12	21,18	28,95
Balance commerciale	6,71	11,14	14,27	26,47	34,06
Exportations, (f.o.b.)	18,72	24,47	32,22	46,33	54,74
Hydrocarbures	18,11	23,99	31,55	45,59	53,61
Autres	0,61	0,47	0,67	0,74	1,13
Importations, (f.o.b.)	-12,01	-13,32	-17,95	-19,86	-20,68
Services, hors revenus des facteurs, net	-1,18	-1,35	-2,01	-2,27	-2,20
Crédits	1,30	1,57	1,85	2,51	2,58
Débits	-2,48	-2,92	-3,86	-4,78	-4,78
Revenus des facteurs, net	-2,23	-2,70	-3,60	-5,08	-4,52
Crédits	0,68	0,76	0,99	1,43	2,42
Débits	-2,91	-3,46	-4,59	-6,51	-6,94
Paiements des intérêts	-1,31	-1,18	-1,29	-1,03	-0,76
Autres	-1,60	-2,28	-3,30	-5,48	-6,18
dont: part des associés de compagn. n:	-1,60	-2,20	-3,12	-4,74	-5,29
Transferts, net	1,07	1,75	2,46	2,06	1,61
Solde du compte de capital	-0,71	-1,37	-1,87	-4,24	-11,22
Compte de capital					-0,01
Investissements directs (net)	0,97	0,62	0,62	1,06	1,76
Capitaux officiels (net)	-1,32	-1,38	-2,23	-3,05	-11,89
Tirages	1,60	1,65	2,12	1,41	0,98
Amortissements	-2,92	-3,03	-4,35	-4,46	-12,87
Erreurs et omissions (net)	-0,36	-0,61	-0,26	-2,25	-1,08
Solde global	3,66	7,47	9,25	16,94	17,73
Financement	-3,66	-7,47	-9,25	-16,94	-17,73
Augmentation des réserves brutes (-)	-3,40	-7,03	-8,88	-16,31	-17,73
Rachats au FMI	-0,30	-0,44	-0,37	-0,63	0,00
Augmentation d'autres engagements de la Banque d'Algérie (+)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement exceptionnel	0,04	0,00	0,00	0,00	0,00
Rééchelonnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Aide multilatérale à la balance des paiem.	0,04	0,00	0,00	0,00	0,00
Achats au FMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Pour mémoire :					
Réserves brutes (or non compris)	23,11	32,92	43,11	56,18	77,78
En mois d'importations des biens et services non facteurs	19,14	24,32	23,72	27,36	36,66
Valeur unitaire des Exportations du pétrole brut (dollars E.U./baril)	25,24	29,03	38,66	54,64	65,85

Le déficit du compte de capital et opérations financières, en élargissement continu depuis 2001, qui avait atteint 4,24 milliards de dollars en 2005 suite au remboursement par anticipation d'une partie de la dette extérieure, s'est fortement élargi en 2006 (11,22 milliards de dollars) sous l'effet des remboursements par anticipation de la dette extérieure pour un montant de 10,93 milliards de dollars.

Sous l'angle des entrées de capitaux, l'année 2006 s'est particulièrement caractérisée par une forte expansion des investissements directs étrangers qui ont atteint 1,79 milliard de dollars, y compris les crédits entre entreprises apparentées, correspondant à une croissance de 66 %. L'analyse de la structure des investissements directs étrangers en 2006 fait apparaître un phénomène nouveau, à savoir que la part relative de ces investissements dans les secteurs hors hydrocarbures (53,02 %) dépasse celle du secteur des hydrocarbures (46,97 %).

L'expansion des investissements directs étrangers est soutenue depuis 2004, d'autant plus que le montant des investissements directs étrangers de l'année 2006 constitue le triple du montant enregistré (634 millions de dollars) au cours de l'année 2003. Il est utile de rappeler que les entrées de capitaux au titre des investissements directs étrangers étaient passées de 291,7 millions de dollars en 1999 à 1196,5 millions de dollars en 2001. L'important élan des investissements directs étrangers observé au cours de l'année 2006 indique l'attractivité certaine du marché algérien pour les investisseurs étrangers.

Au total, le retour depuis l'année 2000 à la viabilité de la balance des paiements et son renforcement soutenu au cours des six dernières années a permis de mener à bien la décision stratégique de désendettement extérieur.

Malgré les importants remboursements par anticipation réalisés en 2006 et donc du déficit record du compte capital, la balance des paiements a continué d'enregistrer un excédent global de 17,73 milliards de dollars, en accroissement de 4,7 % par rapport à l'année 2005. L'excédent global était passé de 3,66 milliards de dollars en 2002 à 9,25 milliards de dollars en 2004, pour atteindre 16,94 milliards de dollars en 2005.

En conséquence, la position financière extérieure nette de l'Algérie s'est davantage renforcée en 2006 et ce, par l'augmentation des avoirs extérieurs conjuguée à la diminution des engagements vis-à-vis du reste du monde.

Les réserves officielles de change se sont accrues de 21,6 milliards de dollars. Elles ont atteint 77,78 milliards de dollars à fin 2006 contre 56,18 milliards de dollars à fin 2005. Cette augmentation provient de l'excédent du solde global de la balance des paiements, qui en représente généralement l'accroissement annuel, ainsi que de l'effet taux de change résultant de la dépréciation du dollar face à l'euro qui a eu un effet de valorisation en dollars du stock de réserves libellées en euro.

Les réserves officielles de change, outre leur importance pour l'amortissement des chocs extérieurs pour l'économie nationale, sont un gage pour la gestion flexible du taux de change du dinar qui est elle même compatible avec les objectifs de compétitivité externe et de croissance de l'économie nationale. A cet effet, la Banque d'Algérie poursuit avec rigueur la politique de stabilisation du taux de change effectif réel du dinar.

III.1.2 - Marché interbancaire des changes

Dans le cadre de la libéralisation du régime des changes et en phase avec l'amélioration de la balance des paiements, le marché interbancaire des changes a été mis en place par la Banque d'Algérie dès début 1996. Parallèlement, le processus de convertibilité du dinar pour les transactions internationales courantes a été complété en 1997 lorsque l'Algérie a adopté les dispositions de l'article VIII des statuts du Fonds Monétaire International.

Sous l'angle de l'offre, la Banque d'Algérie est le principal intervenant sur le marché interbancaire des changes, à mesure qu'une très grande partie des recettes d'exportation des hydrocarbures alimente les réserves officielles de change gérées par la Banque d'Algérie. Malgré l'augmentation graduelle des devises des banques et établissements financiers, la Banque d'Algérie est restée la principale source de devises offertes sur le marché interbancaire des changes.

En ce qui concerne le cadre opérationnel de gestion des réserves de change, la Banque d'Algérie s'est dotée d'une infrastructure à la pointe du progrès et d'une organisation répondant aux standards internationaux. Aussi, la Banque d'Algérie a acquis une expertise pour opérer sur les marchés financiers internationaux.

La Banque d'Algérie renforce également la supervision bancaire, en phase avec le développement des opérations des banques et établissements financiers sur le marché interbancaire des changes. La détermination des cours de change du dinar, applicables aux opérations conclues suivant les règles et usages internationaux, relève des mécanismes de ce marché.

La politique de gestion du taux de change par la Banque d'Algérie s'inscrit dans le cadre de la politique dite de flottement dirigé du taux de change du dinar vis-à-vis des principales devises, monnaies des plus importants partenaires commerciaux de l'Algérie. L'objectif de la politique de change est d'assurer la stabilité du taux de change effectif réel du dinar.

Au cours de l'année 2006, la Banque d'Algérie a poursuivi ses interventions sur le marché interbancaire des changes avec une offre de devises en hausse et ce, face à l'augmentation de la demande stimulée essentiellement par les remboursements anticipés de la dette extérieure.

L'évolution des cours de change du dinar vis-à-vis du dollar et de l'euro en 2006 reflète aussi bien la réduction du différentiel d'inflation avec les principaux partenaires commerciaux de l'Algérie que la conjoncture des marchés des changes des principales devises. Le cours moyen du dinar par rapport au dollar est passé de 73,3627 dinars pour un dollar en 2005 à 72,6464 dinars pour un dollar en 2006 soit une légère appréciation de la monnaie nationale (1 %). Par ailleurs, le cours moyen dinar/euro s'est stabilisé au cours de l'année 2006 passant de 91,3014 dinars pour un euro en 2005 à 91,2447 dinars pour un euro en 2006.

Les évolutions des cours de change du dinar par rapport au dollar et à l'euro au cours de l'année 2006 traduisent la poursuite de la stabilisation du taux de change effectif réel du dinar, ancrée sur une forte position financière extérieure nette.

III.2 - DETTE EXTERIEURE : REMBOURSEMENTS ANTI-CIPÉS ET RENFORCEMENT DE LA SOUTENABILITÉ

Les mobilisations de crédits extérieurs à moyen et long terme en 2006 ont enregistré une baisse significative, passant de 1,159 milliards de dollars en 2005 à 650 millions de dollars en 2006 et ce, en raison de la politique de désendettement de l'Algérie.

Le service de la dette de l'année 2006 est de 13,314 milliards de dollars, dont 1,779 milliard de dollars pour le principal, 10,930 milliards de dollars en remboursements par anticipation et 605 millions de dollars pour les intérêts.

Les principaux ratios d'endettement extérieur ont connu une nette amélioration en 2006. Le service de la dette par rapport aux exportations de biens et services n'est plus que de 4,16 %, hors remboursements par anticipation, contre 8 % en 2005 et 12,4 % en 2004 et 39,1% en 1999.

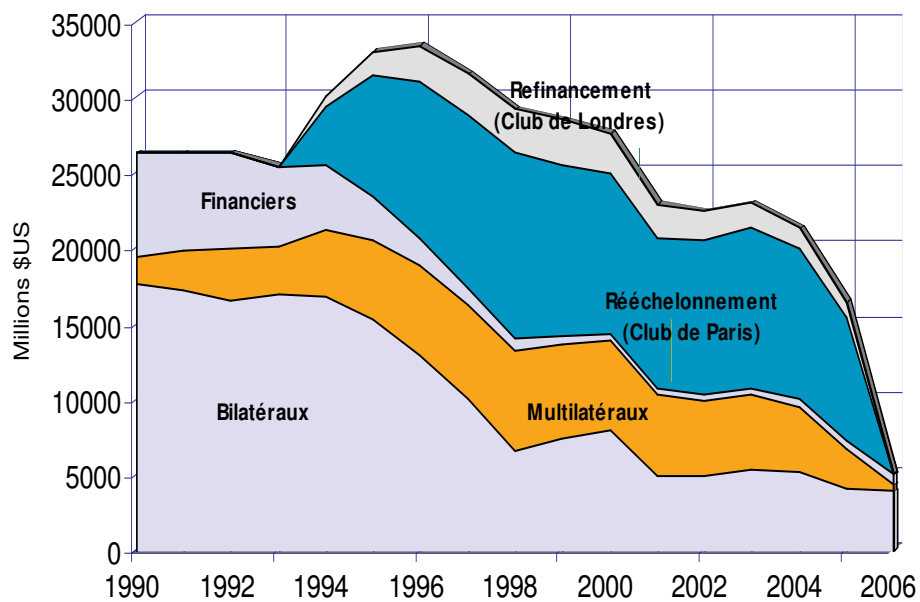
III.2.1 - Evolution des agrégats de la dette extérieure

L'encours total de la dette extérieure n'est plus que de 5,612 milliards de dollars à fin décembre 2006, dont 5,062 milliards de dollars au titre de la dette à moyen et long terme (d'une durée supérieure à 12 mois). De plus, le montant des mobilisations a notablement baissé en 2006 par rapport à l'année précédente, passant de 1,159 milliard de dollars en 2005 à 650 millions de dollars en 2006.

Après une relative stabilisation de 2001 à 2003, l'encours de la dette extérieure à moyen et long terme connaît une tendance baissière depuis l'année 2004, reculant à 21 411 millions de dollars à fin 2004 puis à 16 485 millions de dollars à fin 2005 et, enfin, à 5,062 milliards de dollars à fin 2006. Cette importante baisse de l'encours de la dette extérieure est le résultat de la mise

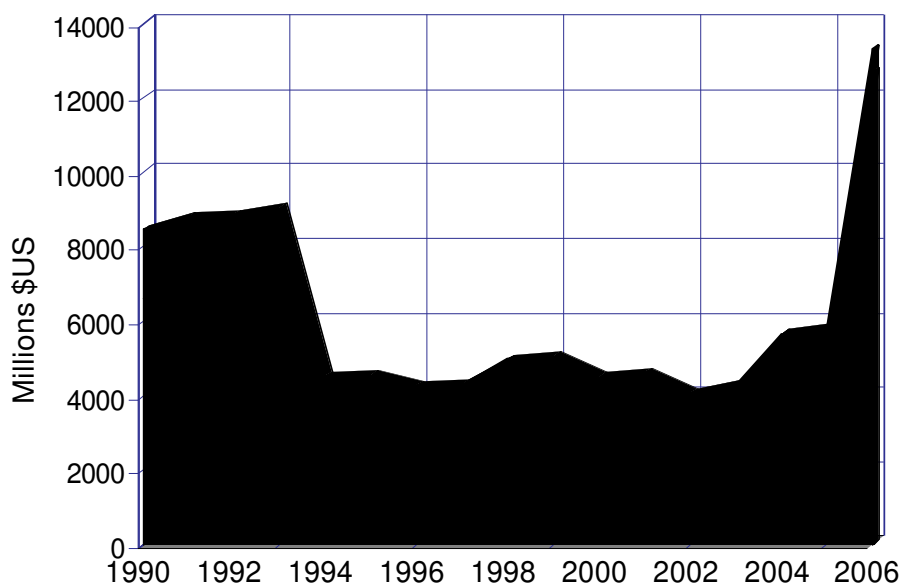
GRAPHIQUE 9

**ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE A M & L T.
PAR TYPE DE CREDITS**



GRAPHIQUE 10

SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE A M & L T



Le pic de 2006 représente les remboursements anticipés de la dette rééchelonnée.

en œuvre rigoureuse de la politique de désendettement extérieur de l'Algérie, à en juger par l'accélération des remboursements anticipés en 2006 au titre de la dette publique.

La dette extérieure à court terme (de durée inférieure à 12 mois), quant à elle, s'établit à 550 millions de dollars à fin 2006 contre 707 millions de dollars à fin 2005. Cette catégorie de dettes a également baissé en 2006 et, ce, en liaison avec le niveau des importations.

Sous l'angle de la structure de la dette extérieure à moyen et long terme à fin 2006, les crédits bilatéraux représentent 77 %, dont les crédits commerciaux garantis 40 % et les crédits gouvernementaux 37 %, alors que les crédits multilatéraux ne représentent plus que 8 % à fin 2006 contre 16 % en 2005. Les crédits financiers connaissent une hausse, depuis l'année 2002, et se situent à 736 millions de dollars à fin 2006 (15 % de l'encours de la dette à moyen et long terme). Leur encours était passé de moins de 100 millions de dollars pour 2000 et 2001 à 570 millions de dollars à fin 2005. En terme de mobilisation, les crédits financiers sont montés à 47 % du total des mobilisations en 2006 contre 25 % en 2005 et seulement 12 % en 2004. Une telle évolution est corrélée aux investissements directs étrangers en Algérie.

Suite aux opérations de remboursement par anticipation, l'encours de la dette publique ou garantie par un organisme public ne représente plus que 985 millions de dollars à fin 2006, correspondant à 19,5 % de l'encours de la dette extérieure à moyen et long termes contre 71 % à fin 2005. Il importe de souligner que le service de la dette à la charge du budget de l'Etat a représenté près de 85 % du service total de la dette, soit 11,304 milliards de dollars sur un total de 13,314 milliards de dollars dont 10,930 milliards de dollars représentant les remboursements par anticipation.

Par ailleurs et depuis l'année 2000, la structure de la dette extérieure comprend une nouvelle catégorie de crédits. Il s'agit des crédits extérieurs non garantis par l'Etat ou un organisme public. L'encours de cette dette privée non garantie, qui était de moins

de 20 millions de dollars à fin 2000, a atteint 1,179 milliard de dollars à fin 2006 dont les bénéficiaires sont des entreprises privées détenues par des non-résidents. En particulier, les mobilisations au titre de la dette privée non garantie représentent 67 % du total des mobilisations en 2006 contre 38 % en 2005 et seulement 7 % en 2004.

La composition de la dette extérieure à moyen et long terme par devises a enregistré une légère modification en 2006 par rapport à celle de l'année 2005. La part du dollar qui était de 44 % en 2005 est passé à 43 % en 2006, tandis que la part de l'euro est montée à 47 % en 2006 contre 40 % en 2005. La part du Yen, par contre, a poursuivi son trend baissier jusqu'à 5 % en 2006 et ce, contre 11 % en 2004 et 8 % en 2005. Les DTS et les devises qui lui sont liés disparaissent quasiment dans la structure de la dette extérieure de l'Algérie tandis que les autres monnaies totalisent 5 % à fin 2006.

Corrélativement à la dépréciation du dollar américain par rapport à l'euro durant l'année 2006, le cours euro/dollar passant de 1,2011 au 31 décembre 2005 à 1,3175 au 31 décembre 2006, l'encours de la dette extérieure à moyen et long terme de l'Algérie exprimée en dollars a subi un effet de change négatif ayant occasionné une augmentation de l'encours de la dette de 235 millions de dollars. L'effet négatif sur le service de la dette extérieure de l'année 2006 est estimé à 420 millions de dollars.

Enfin, la répartition de la dette extérieure à moyen et long terme, par taux d'intérêt, fait émerger celle à taux fixe dont la part est passée de 50,8 % en 2005 à 72 % en 2006. En conséquence, la part à taux variable a reculé de 49,2 % en 2005 à 28 % en 2006.

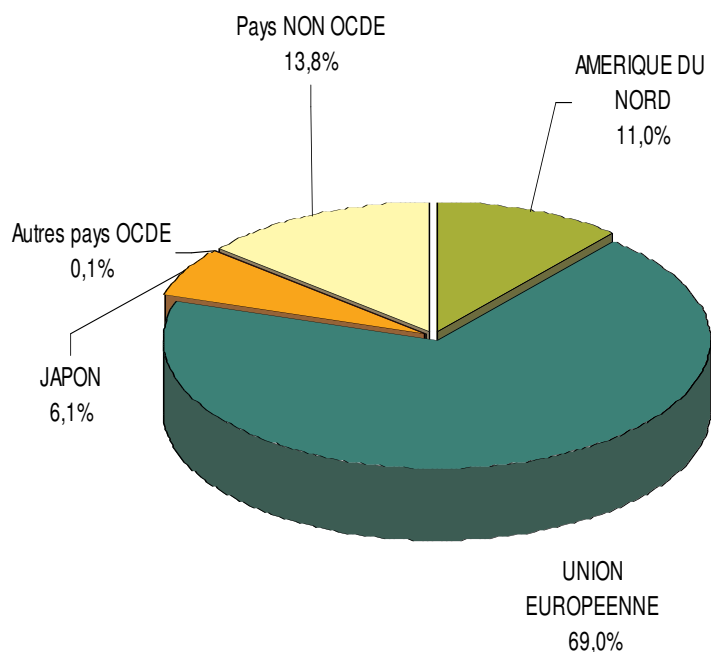
Le taux fixe moyen annuel de la dette extérieure pour l'année 2006 s'élève à 3,45 % contre 5,3 % en 2005.

III.2.2 - Indicateurs de la soutenabilité de la dette extérieure

L'Algérie a connu une longue période de vulnérabilité inhérente au poids de la dette extérieure et ce, à partir de 1986/1987.

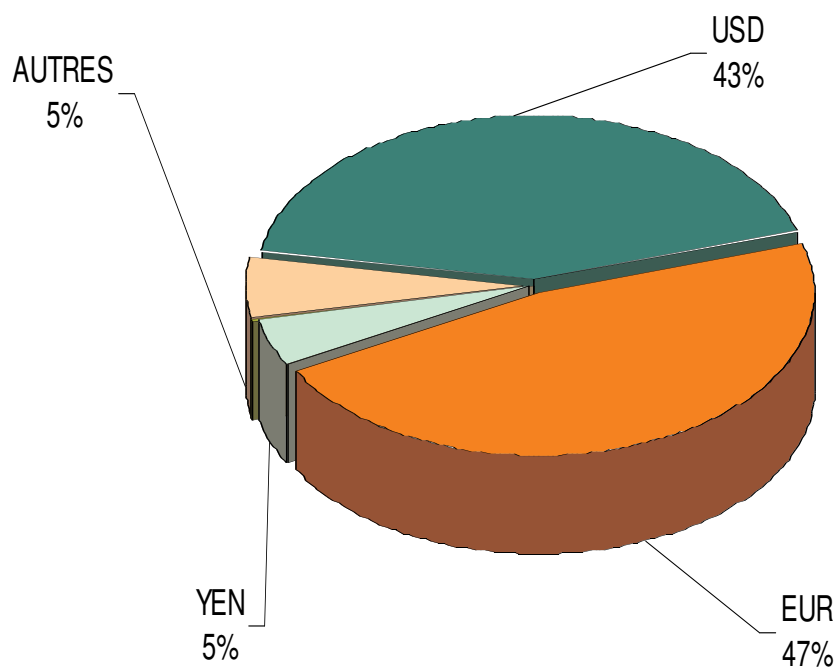
GRAPHIQUE 11

**REPARTITION GEOGRAPHIQUE DE
LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE AU 31/12/2006**



GRAPHIQUE 12

**STRUCTURE DE LA DETTE EXTERIEURE A M & L T
PAR DEVISE AU 31/12/2006**



L'ampleur et l'acuité du poids de l'endettement extérieur ont atteint des niveaux excessifs et insoutenables au début des années 1990. En particulier, le ratio de service de la dette extérieure avait dépassé 100 % au premier trimestre de l'année 1994, année au cours de laquelle l'encours de la dette extérieure avait atteint 70 % du produit intérieur brut. Ce qui a entraîné le recours de l'Algérie au rééchelonnement de sa dette extérieure auprès du Club de Paris et du Club de Londres, dans le cadre du programme d'ajustement avec le FMI.

Aujourd'hui, les indicateurs de la dette extérieure reflètent une nette amélioration de la situation de l'endettement extérieur de l'Algérie :

- le ratio encours de la dette extérieure/produit intérieur brut recule à 4,86 % en 2006 contre 16,82 % en 2005. Ceci est expliqué par l'augmentation plus rapide du produit intérieur brut par rapport à l'encours de la dette extérieure. Ce qui est très en deçà du pic de 76 % atteint en 1995, c'est à dire en période de rééchelonnement ;

- le ratio Service de la dette/Exportations de biens et services est tombé à 4,16 % en 2006 contre 9,5 % en 2005 ;

- le ratio Intérêts/Exportations de biens et services suit une tendance baissière depuis 1995, à l'exception de l'année 1998 où il a atteint 17 % en raison de la forte baisse des exportations. Il tombe à 2,8 % en 2004 puis chute à 2,2 % en 2005, et à 1,05 % en 2006 ;

- le ratio encours de la dette extérieure/exportations de biens et services est de 9,8 % en 2006. Il ne cesse de s'améliorer depuis 1995 à l'exception de l'année 1998 vu le niveau des prix des hydrocarbures de l'année 1998.

L'amélioration de la position financière extérieure de l'Algérie au cours des sept dernières années a permis de ramener les indicateurs de la dette extérieure à des niveaux très soutenables, particulièrement depuis 2004, avec la mise en œuvre des remboursements par anticipation.

La poursuite des remboursements par anticipation au cours de l'année 2005 et leur accélération en 2006 a permis une forte réduction de la dette publique extérieure, témoignant du succès de la politique de désendettement extérieur de l'Algérie et du niveau de sécurité financière extérieure. En conséquence, le ratio dette extérieure à moyen et long terme par rapport au produit intérieur brut serait de l'ordre de 3 à 4 % en 2007 contre 59 % pour l'année 1999 et 74 % en 1996.